



YWCA
CANADA

A TURNING POINT
FOR WOMEN

UN POINT TOURNANT
POUR LES FEMMES

SCOLARISÉES, EMPLOYÉES ET ÉGALES

**DES SERVICES DE GARDE NATIONAUX
POUR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE**



Le 7 mars 2011

Au sujet de YWCA Canada

YWCA Canada est l'organisme de services polyvalents pour les femmes le plus ancien et le plus important au pays. Ses 33 associations membres, dont les programmes Point tournant pour les femmes^{MD} portent sur les questions de bien-être et de sécurité personnelle et économique, rejoignent un million de femmes et de filles de 400 districts et communautés s'étendant sur neuf provinces et un territoire. YWCA Canada est le deuxième plus grand fournisseur de services de garde d'enfants et le plus grand fournisseur de refuges pour femmes. Il est enfin le plus grand fournisseur canadien de programmes de littératie, de cours de dynamique de la vie et de préparation à l'emploi, et de services de counseling. YWCA Canada est membre de l'Alliance mondiale des YWCA qui réunit 25 millions de femmes et de filles de 125 pays du monde entier. Pour plus de renseignements sur YWCA Canada et sur nos associations membres, veuillez consulter www.ywacacanada.ca ou suivez-nous sur Twitter @YWCA_Canada ou sur Facebook : www.facebook.com/ywacacanada.

Préparé par Ann Decter, directrice, Plaidoyer et politiques publiques, YWCA Canada.
Remerciements à Sue Delanoy, Andrea Calver et Armine Yalnizyan de leurs commentaires et contributions.

SCOLARISÉES, EMPLOYÉES ET ÉGALES

Résumé

Les avancées des femmes sur le marché du travail et en matière d'éducation au cours des trente dernières années témoignent d'un mouvement sans arrêt vers l'égalité qui a marqué une révolution silencieuse dans la vie des femmes. L'écart entre les hommes et les femmes s'est comblé sur le marché du travail et s'est inversé en matière d'éducation, sans s'accompagner pour autant d'une politique sociale correspondante. Le Canada a besoin de services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, et non pas d'une lacune dans ses politiques qui montre que nous sommes en retard de plusieurs décennies par rapport à la réalité actuelle.

EMPLOI : L'ÉCART ENTRE LES SEXES S'EST COMBLÉ

L'emploi des femmes au Canada a connu 30 années d'augmentations ininterrompues :

- le nombre d'hommes et de femmes qui travaillent est pratiquement égal
- le pourcentage de femmes ayant un emploi rémunéré a surpassé celui des hommes en 2009 : 50,9 %
- le taux d'emploi des femmes ayant des enfants de moins de 5 ans en 2009 : 66,5 %
- l'augmentation du taux d'emploi des femmes ayant des enfants de moins de 3 ans de 1976 à 2009 : 233 %.

ÉDUCATION : L'ÉCART ENTRE LES SEXES S'EST INVERSÉ

Les femmes ont inversé il y a 20 ans l'écart entre les sexes en matière d'éducation supérieure, formant en 1991 la majorité des diplômés universitaires.

Diplômés universitaires âgés de 25 à 29 ans

Année	1971	1981	1991	2001	2006
% de femmes	32	46	51	58	60

SERVICES DE GARDE DES ENFANTS : LACUNE DANS LES POLITIQUES SOCIALES

Malgré le fait que les femmes vivent depuis 1970 des changements qu'on pourrait qualifier de révolution sociale, les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants demeurent au Canada un ensemble disparate et inadéquat qui n'offre aucun choix. En 2008, les places en garderie réglementée étaient disponibles pour :

- 20,3 % des enfants de moins de 5 ans
- 18,6 % des enfants de moins de 12 ans.

POUR COMBLER LA LACUNE : UN RÉGIME NATIONAL

Étant donné que la main-d'œuvre est de plus en plus scolarisée et que les femmes obtiennent davantage de diplômes collégiaux et universitaires que les hommes, un régime national visant l'accès à des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui soient complets, de qualité et de prix abordable est un élément essentiel à la prospérité du Canada, un soutien crucial pour les enfants et les parents et une réaction raisonnable aux changements sociétaux. Dans notre structure sociale, les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants devraient devenir un choix pour les parents qui est tout aussi normalisé que le système d'écoles publiques.

SCOLARISÉES, EMPLOYÉES ET ÉGALES

DES SERVICES DE GARDE NATIONAUX POUR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE

« ...si les hommes se retrouvent en marge de la productivité et que les femmes doivent à la fois donner naissance aux enfants et être le premier soutien de famille, il se peut que le nouvel écart entre les sexes en éducation soit le présage d'un bouleversement social et économique.

Globe and Mail, 16 octobre 2010¹

« Le talent humain - les compétences, la formation et la productivité de sa main-d'œuvre - est le facteur le plus déterminant de la concurrence d'un pays, et les femmes comptent dans le monde entier pour la moitié du talent potentiel. Par conséquent, la concurrence d'une nation dépend énormément, avec le temps, sur sa capacité et sa manière de former et d'utiliser son talent féminin. »

The Global Gender Gap Report 2010²

Les services de garde d'enfants canadiens constituent actuellement un ensemble disparate et inadéquat³ qui ne satisfait pas aux besoins des enfants, des familles, des communautés et de la nation. Au terme de la première décennie du 21^e siècle, la participation des femmes à la main-d'œuvre est essentiellement égale à celle des hommes. Les femmes surpassent les hommes pour ce qui est du niveau de scolarisation, mais elles conservent la majeure partie de la responsabilité de s'occuper des enfants. La prospérité du pays est étroitement liée à la participation d'une main-d'œuvre scolarisée et spécialisée qui devient de plus en plus féminine. À moins que les hommes ne changent radicalement et qu'ils s'occupent beaucoup plus d'élever les enfants, la future prospérité économique de la nation reposera essentiellement sur la fourniture nationale de services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.

Une vaste documentation témoigne des avantages sociaux et éducationnels que les services d'apprentissage et de garde représentent pour les enfants et les familles.⁴ Ces avantages sont particulièrement importants pour les enfants de familles pauvres ou à faible revenu, dont un nombre disproportionné ont à leur tête une femme seule ou appartiennent aux communautés racialisées.⁵ On a défendu que la prestation à l'échelle du pays de services complets d'apprentissage et de garde des jeunes enfants est nécessaire pour soutenir les femmes sur le marché du travail. En 2009, le nombre de femmes occupant un poste rémunéré était supérieur à celui des hommes et le nombre de jeunes femmes aux études était aussi supérieur à celui des hommes,⁶ ce qui veut dire que le Canada est sur le point de connaître des changements remarquables dans sa main-d'œuvre, lesquels ne sauraient être soutenus par les services de garde disparates dont la population bénéficie présentement. À titre de deuxième plus grand fournisseur de services de garde au pays, YWCA Canada a constaté bien concrètement ce phénomène. Une analyse des coûts et avantages des services d'apprentissage et de garde des jeunes

enfants en tant que politique sociale nationale doit tenir compte des changements qui se sont produits au cours des 30 dernières années dans l'équilibre hommes-femmes en matière d'emploi et de scolarité.

Les discussions sur les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants se sont modifiées pour passer d'un examen restreint des coûts à une analyse détaillée des coûts et avantages, par laquelle on évalue les avantages sociaux en fonction « des effets importants et durables sur le développement de l'enfant » et du soutien des parents afin qu'ils puissent continuer à travailler et à acquérir des compétences de travail.⁷ La discussion des avantages doit changer de manière à reconnaître les changements sociaux qui se sont déjà produits et à envisager la prospérité nationale dans une optique macro-économique.

Femmes au travail : réduire l'écart entre les sexes

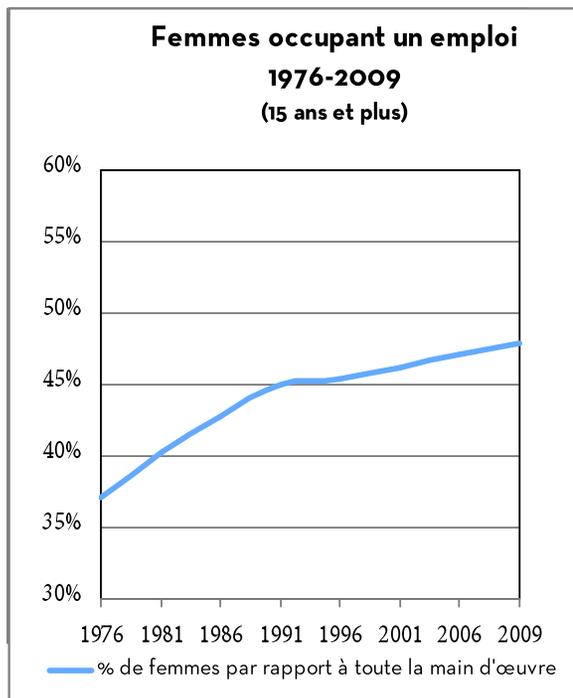
Au bout de 30 années de hausse constante de l'emploi des femmes, la main-d'œuvre canadienne affiche un équilibre quasi parfait des sexes : 47,9 % de femmes et 52,1 % d'hommes.⁸ Ce résultat est le fruit d'une tendance graduelle et continue à la hausse qui s'est maintenue depuis 1976, alors que le pourcentage de femmes sur le marché du travail n'était que de 37,1 %. Le nombre de femmes ayant un emploi au Canada a plus que doublé de 1976 à 2009, passant de 3,6 millions à plus de 7,7 millions. Bien que la courbe d'emploi soit demeurée stationnaire durant les périodes de récession, jamais elle n'a chuté, et ce, quelle qu'ait été la situation économique. La continuation de cette augmentation moyenne annuelle de 0,327 point de pourcentage devrait se traduire avant la fin de la décennie par une présence supérieure des femmes par rapport aux hommes sur le marché du travail.

Femmes occupant un emploi de 1976 à 2016 (15 ans et plus)

Année	Nombre total de femmes ayant un emploi (en milliers)	% de femmes ayant un emploi	% de femmes par rapport à toute la main-d'œuvre
1976	3,618.20	41.9	37.1
1981	4,556.60	47.7	40.3
1986	5,126.50	50.2	42.8
1991	5,790.50	52.8	45.0
1996	6,099.00	52.1	45.4
2001	6,910.30	55.6	46.2
2006	7,757.20	58.3	47.1
2011	8,477.00*	61.0*	48.7*
2016	9,136.80*	63.7*	50.3*

*Estimation selon l'augmentation moyenne annuelle de 1976 à 2006.
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active

Au Canada, les femmes ont deux fois surpassé temporairement les hommes en ce qui a trait aux emplois rémunérés. Durant les premiers six mois de 2009, les femmes occupaient davantage d'emplois rémunérés que les hommes, mais le plus grand nombre d'hommes travaillant pour leur propre compte est venu combler cet écart. Plus tôt en 2007, le groupe des femmes ayant un emploi rémunéré a surpassé celui des hommes pendant une période de trois mois. C'est en mars 2009 que les femmes ont atteint le pourcentage record de 50,9 % de la main-d'œuvre rémunérée, ce phénomène ayant résulté de la perte des emplois majoritairement masculins des secteurs manufacturier et des ressources. Ce revirement n'aurait néanmoins pu se produire sans la hausse des trente années précédentes.



Le taux d'emploi des femmes ayant des enfants – c'est-à-dire des mères – a accusé lui aussi une tendance à la hausse. En 1976, le taux d'emploi des femmes ayant des tout-petits (plus jeune enfant âgé de moins de trois ans) était de 27,6 %; en 2009, il avait plus que doublé pour passer à 64,4 %. Si on ajoute les mères dont le plus jeune enfant est d'âge préscolaire ou en maternelle, le taux d'emploi est très légèrement plus élevé : 66,5 % en 2009. Par ailleurs, le pourcentage s'est avéré nettement supérieur chez les femmes dont les enfants étaient d'âge scolaire (6 à 15 ans), se situant alors à 78,5 %, ce qui n'est que 2 % de moins que le taux d'emploi de 80,4 % des femmes sans enfants.⁹ Cette différence de 12 à 16

points de pourcentage révèle une lacune dans les politiques sociales : l'absence d'un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui soutiendrait les femmes et leur permettrait de travailler et d'avoir des enfants.

Les recherches ont montré que dans les pays où il est relativement facile pour les femmes de travailler *et* d'avoir des enfants, l'emploi et la fertilité des femmes ont tendance à être supérieurs.¹⁰ Comparons cette situation à celle du groupe de 13,4 % de femmes qui, en 2009, ont dû travailler à temps partiel plutôt qu'à temps plein à cause de questions de « garde de leurs enfants » et non par choix personnel.¹¹ Les données tirées de l'enquête sur la population active dans les pays européens montrent que la garde des enfants est le motif le plus souvent employé pour « expliquer l'inactivité féminine au sein de la main-d'œuvre ». ¹²

Femmes scolarisées : inversion de l'écart entre les sexes

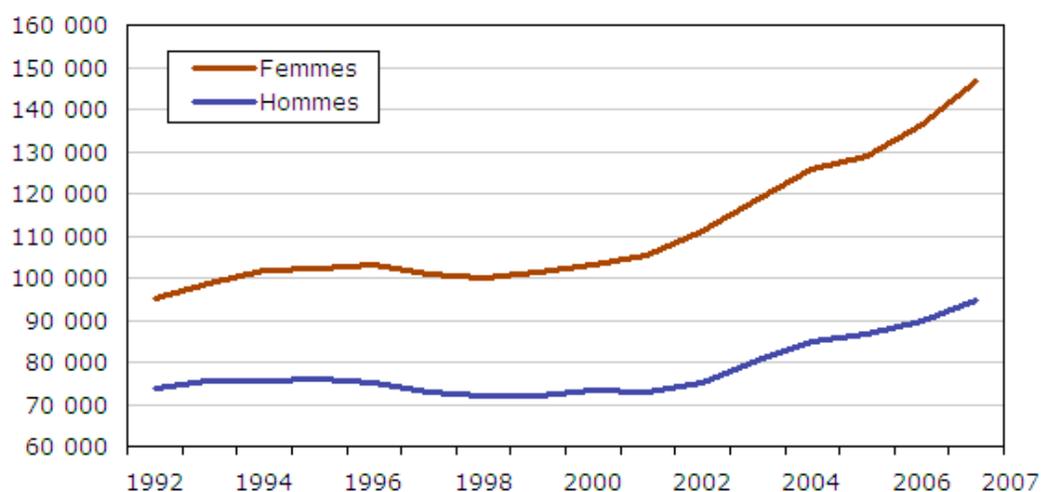
La participation accrue des femmes à la main-d'œuvre a été soutenue par une tendance à la hausse des études supérieures au cours des dernières décennies. Selon Statistique Canada, « un renversement de situation spectaculaire a eu lieu sur les campus universitaires ». Si le Recensement de 1971 révélait que 68 % des diplômés universitaires de 25 à 29 ans étaient des hommes, cette proportion n'était plus que de 54 % en 1981. En 1991, les femmes représentaient 51 % des diplômés, et en 2001, 58 %. Le Recensement de 2006 a permis de constater que 60 % des diplômés universitaires âgés de 25 à 29 ans étaient des femmes.¹³

Diplômés universitaires âgés de 25 à 29 ans

Année	1971	1981	1991	2001	2006
% de femmes	32	46	51	58	60

Nombre de diplômés universitaires, au Canada, selon le sexe, de 1992 à 2007¹⁴

nombre de diplômés universitaires



Source : Statistique Canada, Tendances dans l'obtention de diplômes universitaires

La population, dans son ensemble, témoigne au fil du temps de l'incidence de cette tendance. En 2007, davantage de femmes âgées de 25 à 44 ans (68 %) que d'hommes (62 %) ont obtenu un diplôme d'études postsecondaires. Ces pourcentages sont à l'opposé de ceux qu'affichaient la même année les personnes diplômées de plus de 65 ans, alors que 40 % des hommes et 30 % des femmes avaient obtenu un tel diplôme. Le pourcentage de femmes ayant fait des études postsecondaires avait plus que doublé dans les années intermédiaires. Il n'est pas surprenant que le secteur des services de garde se soit établi

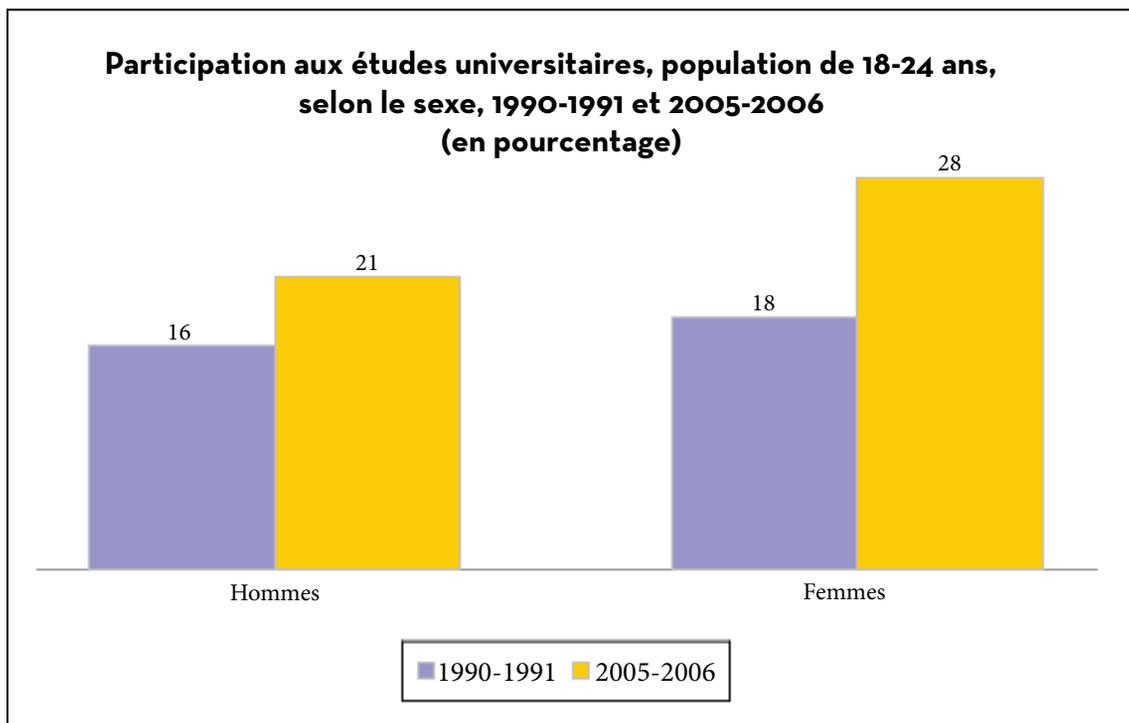
durant ces années. Ce qui est surprenant, cependant, c'est que le gouvernement fédéral ait laissé un vide se creuser dans ses politiques tandis que ce produisait ce changement social considérable. En 2008, il n'y avait de places en garderie réglementée que pour 18,6 % des enfants de moins de 12 ans au Canada et 20,3 % des enfants de moins de 5 ans.¹⁵

Diplômés d'études postsecondaires selon l'âge et le sexe, 2007 (pourcentage)

	Hommes	Femmes
25 à 44 ans	62	68
65 ans et plus	40	30

Source : calculs de HRDCC basés sur les données de Statistique Canada. *Revue chronologique de la population active*. Ottawa : Statistique Canada, 2007 (Cat. No.71F0004XCB).

Bien que la fréquentation des universités ait augmenté tant chez les hommes que chez les femmes, cette augmentation s'est avérée plus rapide chez les femmes. Au cours des 15 ans entre les années scolaires 1990-1991 et 2005-2006, l'augmentation du taux de fréquentation universitaire chez les hommes âgés de 18 à 24 ans n'a été que de 5 points de pourcentage, passant de 16 % à 21 %. Chez les femmes, il a augmenté de 10 points de pourcentage, passant de 18 %, ce qui n'était qu'un peu plus que les hommes, pour passer à 28 %, créant ainsi un écart de sept points.



Source : calculs de HRDCC basés sur des données spéciales de Statistique Canada. *Revue chronologique de la population active*. Ottawa : Statistique Canada, 2006.¹⁶

Les données récentes confirment l'élargissement de l'écart des sexes en matière d'éducation. À l'automne 2010, le Conseil des ministres de l'éducation du Canada a rapporté que le pourcentage des femmes diplômées des collèges parmi les nouveaux étudiants était de 32 % par rapport à 21 % chez les hommes, soit un écart de 11 points de pourcentage. Dans les universités, cet écart accusait une différence stupéfiante de 18 points de pourcentage : chez les nouveaux étudiants, le pourcentage des femmes à avoir obtenu un diplôme était de 43 % par rapport à seulement 25 % chez les hommes.¹⁷

Comme dans le cas de l'emploi chez les femmes, le Canada a accusé un revirement social important en matière d'éducation des femmes au cours des trente dernières années. En se basant sur les tendances actuelles, le pays devrait bénéficier d'une main-d'œuvre bien formée et comptant considérablement plus de femmes que d'hommes possédant un diplôme universitaire. Dans une telle population, le besoin grandissant de services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de qualité se fera de plus en plus sentir, surtout si les hommes ne s'occupent pas plus qu'avant d'élever les enfants. Les femmes voudront qu'on s'occupe bien de leurs enfants tandis qu'elles contribuent à l'économie du pays et façonnent son avenir. Le Canada aura besoin de femmes scolarisées qui sont disposées et intéressées à travailler. Les politiques sociales peuvent effectivement soutenir les femmes de sorte qu'elles puissent travailler *et* avoir des enfants. La première d'entre ces politiques est un système de services d'apprentissage et de garde qui améliore le développement des enfants. Au Canada, il s'agit là d'une lacune dans les politiques sociales qui signifie que nous sommes à la traîne depuis des décennies en matière de développement social, et ce, partout à l'extérieur du Québec.

Enfants, familles et communautés : l'avantage d'investir dans l'avenir

Au fil des années qui ont vu l'emploi et l'éducation changer chez les femmes, des résultats d'études ont confirmé tant et plus qu'un système public de services d'apprentissage et de garde bénéficie aux enfants, aux familles et aux communautés. Ces travaux ont démontré que l'accès à des services de qualité d'apprentissage et de garde pour les jeunes enfants « peuvent renforcer les fondements d'un apprentissage à vie pour tous les enfants et soutenir les besoins éducationnels et sociaux des familles ».¹⁸ Les programmes d'apprentissage et de garde « ont tendance à améliorer remarquablement les capacités cognitives, le futur bien-être économique et les perspectives sociales des enfants désavantagés ».¹⁹ L'accès à des services d'apprentissage et de garde est un outil clé dans la lutte pour réduire la pauvreté infantile et ses incidences néfastes sur la vie. »²⁰

Quantité de recherches visant à évaluer la rentabilité d'un investissement public dans des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants ont conclu qu'il se traduit par des avantages économiques nets tant à courte qu'à longue échéance. Plus de 90 % du coût d'embauche des employés des garderies revient aux gouvernements sous forme de revenus accrus, et c'est le gouvernement fédéral qui en bénéficie le plus. Une étude récente a permis de déterminer que chaque dollar public que le Canada investit dans des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de qualité rapporte à long

terme 2,54 \$ d'avantages à la société.²¹ Ce montant avait antérieurement été estimé à 2 \$ pour chaque dollar d'investissement.²²

La voie de l'égalité des sexes est la voie de la prospérité

«...nombre d'études effectuées au cours des dix dernières années ont confirmé que la réduction de l'inégalité des femmes augmente la productivité et la croissance économique. »

The Global Gender Gap Report 2010²³

Les efforts pour combler l'écart entre les sexes en matière d'emploi donnent de bons résultats dans les économies développées. La réduction de cet écart a été « un important moteur de croissance économique en Europe » durant les dix ans précédant la récession.²⁴ L'économiste Kevin Daly estime que l'emploi accru des femmes jusqu'à ce qu'il corresponde à celui des hommes augmenterait le PIB de 21 % en Italie, de 19 % en Espagne, de 16 % au Japon et de 9 % en Allemagne, en France et aux É.-U.²⁵ Citant le succès des pays scandinaves, Daly avance que « des politiques pertinentes et l'acceptation générale de l'emploi égal des femmes auraient pour effet de réduire l'écart à près de zéro ». L'une de ces politiques est celle « des services de garde subventionnés », c'est-à-dire l'accès à un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants soutenu par le gouvernement.

Les services de garde constituent en outre « la rampe d'accès à l'égalité », comme le faisait observer la juge de la Cour suprême Rosalie Abella. Pour YWCA Canada, une association qui a passé plus de 100 ans à travailler à obtenir l'égalité des femmes, des services d'apprentissage et de garde universels permettent « aux femmes non seulement de travailler ou d'étudier, et de subvenir aux besoins de leur famille, mais [ils] leur donne[nt] aussi l'occasion de prendre part au débat social et à la vie politique, éléments essentiels de la transformation véritable du Canada en une nation fondée sur l'égalité ». ²⁶ Les avancées des femmes sur le marché du travail et en matière d'éducation témoignent d'un mouvement sans arrêt vers l'égalité. Mais il ne s'accompagne pas d'une politique sociale de services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui aiderait les femmes à combiner ces avancées et leur rôle de mère. Il est plus que temps de combler cette lacune.

Recommandation : Comblent la lacune dans les politiques sociales

Étant donné l'absence du gouvernement fédéral dans le domaine des services de garde, il n'est pas surprenant que les provinces aient pris certaines mesures à cet égard, bien que la participation de chacune varie et qu'elle se manifeste par une prestation partielle de services.²⁷ Les pressions des femmes sur le marché du travail et dans le domaine de l'éducation supérieure se feront sentir malgré les déficits budgétaires, de sorte que les gouvernements seront obligés d'intervenir. L'absence du gouvernement fédéral dans ce domaine signifie tout simplement que les interventions seront inadéquates et disparates.

Des changements, qu'on pourrait en toute justice qualifier de révolution sociale, se sont déjà produits. Reste à établir l'infrastructure sociale nécessaire pour soutenir ces changements. C'est au gouvernement national du pays qu'il revient de prendre des mesures d'action dans cette optique plus large : que la main-d'œuvre se compose d'un nombre égal d'hommes et de femmes et que les femmes ont surpassé les hommes en ce qui a trait à l'éducation supérieure.

Pour les familles canadiennes, un régime national visant l'accès à des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui soient complets, de qualité et de prix abordable n'est pas un luxe ou une frivolité, ni une menace pour les familles canadiennes. Il s'agit d'un élément essentiel à la prospérité du Canada, un soutien crucial pour les enfants et les parents, lequel, dans notre structure sociale, devrait devenir *un choix* tout aussi normalisé que le système d'écoles publiques.

Notes et sources :

- ¹ C. Abraham. « Failing boys and the powder keg of sexual politics », *Globe and Mail*, 16 octobre 2010. Traduction libre.
- ² R. Hausmann, L. Tyson & S. Zahidi, *The Global Gender Gap Report 2010*, World Economic Forum, October 2010.
- ³ Dans un rapport sur les services de garde de la petite enfance de l'UNICEF de 2008, le Canada s'est retrouvé, avec un autre pays, en dernière place d'un groupe de 25 pays développés. Le Canada n'avait atteint aucun des points de référence, ni même celui d'un programme national ayant comme priorité un pourcentage d'enfants pauvres et défavorisés de moins de 10 %. Voir aussi, Jane Beach, *Moving to a System of Integrated Early Care and Learning in BC: Environmental Scan*, Coalition of Child Care Advocates of BC et Early Childhood Educator of BC, juillet 2010.
- ⁴ Par exemple, Gordon Cleveland et Michael Krashinsky. *The Benefits and Costs of Good Child Care: The Economic Rationale for Public Investment in Young Children - A Policy Study*, Université de Toronto à Scarborough, mars 1998.
- ⁵ Campagne 2000. *Sécurité familiale en période d'insécurité : Arguments pour une stratégie de réduction de la pauvreté au Canada*, novembre 2008.
- ⁶ Conseil des ministres de l'Éducation, Canada. *Indicateurs de l'éducation au Canada : une perspective internationale*, Statistique Canada, septembre 2010.
- ⁷ G. Cleveland et M. Krashinsky. *The Benefits and Costs of Good Child Care: The Economic Rationale for Public Investment in Young Children - A Policy Study*, Université de Toronto à Scarborough, mars 1998.
- ⁸ V. Ferrao. *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, Statistique Canada, décembre 2010.
- ⁹ V. Ferrao. *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, Statistique Canada, décembre 2010.
- ¹⁰ K. Daly. *Gender Inequality, Growth and Global Ageing*, document d'économie mondiale n° 154, site Web de Goldman Sachs Economic, <https://portal.gs.com>, avril 2007.
- ¹¹ V. Ferrao. *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, Statistique Canada, décembre 2010.
- ¹² K. Daly. *Gender Inequality, Growth and Global Ageing*, document d'économie mondiale n° 154, site Web de Goldman Sachs Economic, <https://portal.gs.com>, avril 2007.
- ¹³ M. Frenette et K. Zeman. *Pourquoi les femmes sont-elles devenues majoritaires à l'université?*, Statistique Canada, décembre 2008, <http://www.statcan.gc.ca/pub/81-004-x/2008001/article/10561-fra.htm>
- ¹⁴ G. Parsons et K. McMullen. *Tendances dans l'obtention de diplômes universitaires, de 1992 à 2007*, Statistique Canada, décembre 2009, <http://www.statcan.gc.ca/pub/81-004-x/2009005/article/11050-fra.htm>
- ¹⁵ Childcare Resource and Research Unit. *Early Childhood Education and Care in Canada 2008*, 2008.
- ¹⁶ Statistique Canada. *Indicateurs de mieux-être au Canada : Apprentissage - Niveau de scolarité*, 2008, <http://www4.rhdcc.gc.ca/.3nd.3c.1t.4r@-fra.jsp?iid=29>
- ¹⁷ Conseil des ministres de l'Éducation, Canada. *Indicateurs de l'éducation au Canada : une perspective internationale*, Statistique Canada, septembre 2010.
- ¹⁸ Politiques d'éducation et de formation, Direction de l'éducation, Organisation de coopération et de développement économiques. *Starting Strong: Early Childhood Education and Care*, OCDE, 2001.
- ¹⁹ R. Fairholm. *Literature Review of Socioeconomic Effects and Net Benefit*, Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance, 2009.
- ²⁰ Campagne 2000. *Sécurité familiale en période d'insécurité : Arguments pour une stratégie de réduction de la pauvreté au Canada*, novembre 2008.
- ²¹ R. Fairholm. *Literature Review of Socioeconomic Effects and Net Benefit*, Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance, 2009.
- ²² G. Cleveland et M. Krashinsky. *The Benefits and Costs of Good Child Care: The Economic Rationale for Public Investment in Young Children - A Policy Study*, Université de Toronto à Scarborough, mars 1998.

²³ Hausmann, Tyson & Zahidi, *The Global Gender Gap Report 2010*, World Economic Forum, 2010.

²⁴ Hausmann, Tyson et Zahidi. *The Global Gender Gap Report 2010*, World Economic Forum, 2010

²⁵ K. Daly. *Gender Inequality, Growth and Global Ageing*, document d'économie mondiale n° 154, site Web de Goldman Sachs Economic, <https://portal.gs.com>, avril 2007.

²⁶ YWCA Canada. *Pour une architecture communautaire de services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants*, 2006.

²⁷ Jane Beach. *Moving to a System of Integrated Early Care and Learning in BC: Environmental Scan*, Coalition of Child Care Advocates of BC et Early Childhood Educators of BC, juillet 2010.